



Édito

Après le bilan du n° 3 de notre bulletin, nous nous sommes rendu compte que son écho est resté limité, malgré un succès d'estime. Surtout, et cela nous préoccupe particulièrement, très peu de professeurs d'histoire se sont abonnés, sans que nous en connaissions les véritables raisons, indifférence, désaccord avec le contenu, coût de l'abonnement ?

Notre bulletin continue cependant. Mais nous ne l'adresserons plus de façon systématique à tous les enseignants ; ceux qui le souhaitent pourront malgré tout le trouver dans les C.D.I. de leur établissement (en tout cas nous osons l'espérer).

Notre bulletin continue, car nous y tenons pour de multiples raisons. La première est le respect que nous devons à tous ceux qui se sont engagés avec nous, qui nous soutiennent. La deuxième, c'est que nous pensons que notre travail d'historiens, aussi modeste soit-il, est nécessaire pour que soient mis en place des éléments de connaissance fondés sur une méthode éprouvée, que nous souhaitons faire connaître par un moyen que nous contrôlons. En effet nous sommes soumis à la pression de la société, qu'il s'agisse des grands médias, des maisons d'édition, des politiques, ce qui donne lieu à beaucoup d'affirmations péremptoires, de simplifications abusives, de rapprochements approximatifs, d'expressions impropres. Les historiens ne sont pas des journalistes, ni des juges, ni même des experts. Ce que nous essayons de faire dans ce bulletin c'est de poser des faits, des analyses, pour comprendre, pour contribuer à la construction d'une mémoire collective sur des fondements aussi proches que possible de la vérité. Nous souhaitons, et ce n'est pas facile, ne pas nous trouver soumis aux injonctions des uns et des autres, ne pas entrer dans de vaines querelles ni de faux débats sur ce qui n'est pas l'essentiel (les historiens avaient-ils par exemple à entrer dans les querelles concernant Jean Moulin parce que, entre autres, le sujet est "porteur" pour les éditeurs ?). Pour nous, indépendance et souci de transparence vont évidemment de pair.

Notre bulletin continue donc, mais sa forme change. Il est désormais réalisé par nos soins, ce qui permet de diminuer son coût de façon sensible ; nous espérons que vous accepterez ce changement de présentation. Ceci n'est possible que grâce à la compétence et au dévouement de l'un d'entre nous. Ce même collègue a par ailleurs présenté avec ses élèves du collège d'Aillant-sur-Tholon un mémoire collectif au Concours national de la Résistance et de la Déportation 1999. Ce travail a été récompensé au niveau départemental et, ce qui est plus remarquable, par une mention au niveau national ; cette reconnaissance des efforts accomplis ne peut que nous réjouir.

Notre bulletin continue donc !

Le Rédacteur en chef,
Jean ROLLEY

Vice-Président de l'A.R.O.R.Y.
Marcel POUX

Est décédé dans sa 80^{ème} année
Le 15 mars 2000.

Résistant, enseignant, militant politique et associatif, homme de conviction et de tolérance, homme de cœur dévoué aux autres, il a pris une large part dans le développement de l'A.R.O.R.Y. Puissent, Renée, son épouse, étroitement associée à toutes ses activités, ses enfants et petits enfants, puiser quelque réconfort dans le souvenir d'une vie si pleine, si riche de chaleur humaine.

SOMMAIRE

Page 2

Biographie D'Abel Minard

par Frédéric Gand

Page 3, 4, 5, 6

Installation du P.C. du réseau Jean-Marie dans l'Aillantais

par Thierry Roblin

Page 7, 8

La Libération d'Avallon

par Michel Baudot

YONNE MEMOIRE 40-44

Directeur de la publication : Jacques DIREZ

Rédacteur en chef : Jean ROLLEY

Tiré à 300 exemplaires

Publication de FARORY

6, rue Gouimet, 89270 Bessy-sur-Cure

e-mail :

arory.doc@wanadoo.fr

**ABEL MINARD : UN
PROFESSEUR DANS LA
RESISTANCE
TONNERROISE**



Abel Minard est né le 18 juillet 1896 à la Fourchotte, un hameau de Brion au nord de Laroche-Migennes. En 1932, après de sérieuses études à la faculté de Dijon, ce fils de gendarme est nommé professeur de mathématiques au collège de Tonnerre,

l'actuel lycée Chevalier d'Eon. En 1937 il adhère avec sa femme aux «Amis de l'URSS» une association dont les réunions étaient organisées par les époux Bailly. Robert Bailly y présentait une image positive de la patrie du communisme à partir de projections cinématographiques. Abel Minard est alors un sympathisant du Parti Communiste. Sa femme, institutrice à Vézennes, en est membre.

Le contact des résistants communistes

A l'été 1940 le gouvernement de Vichy poursuit la politique anticommuniste du gouvernement Daladier. M^{me} Minard, comme Robert Bailly d'ailleurs, est révoquée par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 1940. L'inspecteur d'Académie a fourni au préfet Bourgeois la liste des grévistes du 30 novembre 1938. Il s'agissait surtout de communistes. Ces derniers sont alors très isolés. Le Parti Communiste a été totalement désorganisé par la répression et la mobilisation. Mais les militants réagissent. Des contacts reprennent dans la clandestinité. A l'hiver 1940 les communistes icaunais diffusent des tracts pour dénoncer les exactions de Vichy. Ils appellent à la Résistance contre Vichy qu'ils jugent coupable de mener une guerre impérialiste. Mais il y a très peu d'attaques contre les autorités allemandes. Ils font aussi renaître la presse communiste en janvier 1941 avec «Le Travailleur de l'Yonne» journal du PC tiré à Dijon puis diffusé dans l'Yonne. C'est au même moment que l'organisation spéciale ou O.S., se structure dans le département. L'O.S. était apparue à l'échelle nationale au printemps 1941. Il s'agissait d'un service d'ordre clandestin du PC chargé de protéger les militants lors de la diffusion de tracts. Cette organisation évolua par la suite vers une forme paramilitaire. Or Bailly

affirme que dans l'Yonne cette organisation établie par René Roulot existait dès janvier 1941 et fonctionnait comme une structure distincte du Parti Communiste. Elle se serait ouverte aux résistants non communistes tout en gardant un encadrement communiste. Il est plus probable de penser que cette organisation était une amorce de l'O.S. et qu'elle devait sa précocité à la présence de l'ancien brigadiste communiste Jules Brugot, chargé par le parti d'en prendre le commandement.

L'entrée dans la Résistance communiste

Toujours est-il qu'au début de 1941 Abel Minard, déjà contacté par René Roulot en 1940, accepte de former un groupe de résistance. Il s'agit pour lui de lutter contre l'occupant. Il devient alors l'un des contacts de René Roulot à Tonnerre et est secondé par le militant communiste Claude Aillot. Il aurait alors adhéré au PC «par sympathie» nous dit Bailly. Il participe donc à la diffusion clandestine des tracts et des journaux communistes comme «Le Travailleur de l'Yonne». Quand en mai 1941 le parti communiste crée le Front National de lutte pour l'indépendance de la France, Abel Minard en accepte le principe. Il s'agit de mener une lutte plus ouverte et plus dangereuse contre l'occupant. A la propagande s'ajoute la création de groupes francs para-militaires.

L'arrestation

Mais le durcissement répressif de Vichy et les arrestations de l'été 1941 ralentissent les choses. Jules Brugot, chargé alors par la direction nationale clandestine du Parti communiste d'établir ces groupes paramilitaires, a été arrêté et fusillé en janvier 1942. En février 1942 Gaston est arrêté. Il livre aux Allemands plusieurs résistants communistes. Abel Minard et Claude Aillot sont arrêtés le 5 mars 1942. Le 25 avril 1942 Abel Minard est fusillé au champ de tir d'Egriselles. Les Allemands lui laissèrent rédiger une lettre courageuse et digne dans laquelle il fit ses adieux à sa femme :

«La série rouge n'est pas terminée, on vient de m'apprendre que je serai fusillé demain matin (...) C'est bien en face que je regarde la situation.» Et à sa fille alors âgée de dix ans : *«Du courage donc, moi je suis certain d'en avoir jusqu'au bout.»*

Sources :
Entretiens de l'auteur avec Georges Navotte, Marcel Poux et Robert Loffroy.
BAILLY Robert, *Si la Résistance m'était contée*, ANACR-YONNE, 1990.

En 1943, la compagnie F.T.P. de La Fourchotte, prit son nom en son honneur. A Tonnerre un collège porte désormais son nom comme l'une des rues qui y conduit.

Frédéric GAND

A LIRE : L'ENGAGEMENT DANS LA RESISTANCE de Jean Rolley

Cet ouvrage est la synthèse d'une cinquantaine d'entretiens réalisés auprès de résistants icaunais entre 1994 et 1996. A partir de ces sources J. Rolley s'est posé la question fondamentale de l'engagement «Pourquoi et comment entrait-on dans la Résistance ?». La réponse n'allait pas de soi. Il fallait faire des choix, critiquer ce qui était contradictoire et enfin parvenir à des conclusions.

Au total la lecture de l'ouvrage nous livre une galerie de portraits variés et vivants. De larges extraits de témoignages reviennent au fil des pages et rendent vie à tous ces résistants. Le commentaire déroule ensuite une solide analyse historique. L'éventail des motivations d'engagement est minutieusement déployé : le patriotisme, l'antifascisme ou le S.T.O. Mais J. Rolley sait nous rappeler que l'individu ne se détermine jamais simplement et qu'il se décide toujours dans un contexte précis. Les relations personnelles, la famille et la région jouent un rôle souvent crucial. Un travail historique qui réhabilite les résistants de base.

F.G.



Installation du P.C. du réseau

Jean-Marie Buckmaster dans l'Aillantais

Les nombreuses stèles, les plaques et monuments érigés à la mémoire des victimes du nazisme dans le canton d'Aillant sur Tholon, témoignent d'une importante activité de résistance dans cette partie de l'Yonne. Une stèle située dans les environs de Perreux, à 10 km à l'ouest d'Aillant sur Tholon, attire principalement notre attention car elle évoque un fait important dans l'histoire et l'organisation de la Résistance icaunaise : l'installation du Poste de commandement du réseau "Jean-Marie Buckmaster", fin mai 1944. A cette occasion, le département de l'Yonne va accueillir une grande figure de la Résistance nationale, Henri Frager alias "commandant Paul". Plusieurs interrogations viennent à l'esprit :

- *Comment expliquer l'installation du P.C. du réseau "Jean-Marie Buckmaster" dans la campagne aillantaise ?*
- *Quelles sont les conséquences de l'arrivée du responsable national du réseau, sur la lutte contre l'occupant nazi dans notre département ?*

Le réseau "Jean-Marie" dépendant du S.O.E.

Du nom du colonel Maurice J. Buckmaster, le réseau *Jean-Marie Buckmaster* constitue un des nombreux réseaux développés en France et en Europe, dépendants du S.O.E. (Spécial Opération Executive, service du ministère de la Guerre économique) mis en place le 19 juillet 1940 par Churchill. A cette date, le Royaume-Uni est le seul pays à résister à l'agression nazie. Il a donc besoin de tisser des liens avec les groupes de résistants qui commencent à agir dans les pays occupés. Le premier ministre anglais donne pour mission au S.O.E. de "mettre le feu à l'Europe". Plusieurs réseaux naissent avec pour principal objectif, la réception et le stockage des armes parachutées. Une antenne du réseau *Jean-Marie Buckmaster* dirigée au plan national par Henri Frager, s'est implantée dans l'Yonne principalement dans l'Aillantais.

Henri Frager, le responsable national du réseau

Né en 1897 à Paris, Henri Frager est architecte de formation. Il a participé à la fin de la Grande Guerre. A peine engagé, il est grièvement blessé à la jambe. Cette infirmité expliquant par la suite une démarche quelque peu claudicante. Capitaine de réserve de Génie pendant la campagne de 1939/1940, Henri Frager n'accepte pas l'Armistice de Pétain. Dès



Henri Frager

l'été 1940, il entre en résistance.

Au cours de l'année 1941, Frager qui a pris pour pseudonymes principaux *Louba* ou *Paul*, est affilié à un réseau S.O.E. appelé *Carte*. C'est aussi le pseudo de son créateur, le

peintre André Girard, basé à Antibes. Le sens de l'organisation et des responsabilités de Frager fait merveille au niveau du recrutement. C'est par son intermédiaire que Guillaïn de Bénouville, futur membre et responsable du mouvement *Combat*, rentre en résistance. Pour ce dernier, Frager est : "*un homme solide, têtu, méthodique, au beau regard clair et droit.*" Mais un conflit éclate entre *Carte* et Frager. Ce dernier doutant sérieusement des capacités de *Carte* à mener une lutte efficace contre l'occupant, fonde son propre réseau appelé *Jean-Marie* ou *Donkeyman*. Frager cherche ensuite à étendre le rayon d'action du réseau avec l'aide de l'officier Britannique Peter Churchill (aucun lien de parenté avec le 1^{er} ministre). Plusieurs antennes sont créées et ce, dans presque toute la France : dans le Midi, en Savoie, en région parisienne, en Normandie, dans l'Oise, dans le Jura et dans l'Yonne. **Mais à partir de mars 1943, les arrestations successives des adjoints de Frager, André Marsac et Roger Bardet, provoquent l'infiltration du réseau par Hugo Bleicher, un des agents les plus efficaces de l'Abwehr (service d'espionnage allemand).**

Naissance du "réseau Jean-Marie" dans l'Aillantais

Il faut remonter au début de l'année 1943 pour retrouver traces du réseau *Jean-Marie Buckmaster* dans l'Aillantais. Un jeune noble, fils du notaire de Chassy, nommé Alain De la Roussilhe est chargé de constituer une antenne du réseau dans l'Yonne. La personnalité d'*Alain* paraît très ambiguë. Quand et comment rentre-t-il en contact avec les responsables du réseau ? Est-il réellement d'extrême droite ? Quelles sont les motivations de son engagement ? Beaucoup de questions auxquelles nous ne pouvons malheureusement répondre. Nous savons juste que De la Roussilhe se trouve dans l'Yonne en octobre 1942. Il possède une liaison radio avec Londres. *Alain* rencontre



en février 1943, Pierre Argoud, vétérinaire d'Aillant-sur-Tholon et un ami de ce dernier, Alphonse Créneau.

La forte personnalité d'Argoud, notable d'une quarantaine d'années, explique sans doute, tout l'engouement suscité par le réseau *Jean-Marie* dans la région. Argoud en rapport avec le réseau *Bordeaux-Loupiac* (réseau S.O.E. spécialisé dans la récupération des pilotes britanniques) multiplie les contacts avec différents groupes de résistance autonomes comme *Bayard* dirigé par Paul Herbin et le mouvement *Front National* d'Irène Chiot, basé à Epizy. L'activité de Pierre Argoud est intense jusqu'à son arrestation le 25 janvier 1944 à Dijon. Jean Guyet, originaire d'Aillant, réfractaire au S.T.O. est contacté dans la rue par le vétérinaire à la fin de l'hiver 1943 : "*Je sais que tu fais de la résistance, viens avec nous !*" lui dit-il. Jean Guyet effectue plusieurs missions de liaisons entre Argoud et Irène Chiot. Quelques mois plus tard, les premiers parachutages d'armes sont organisés. Citons, celui du 22 juillet 1943 dans les environs de Chassy, au lieu dit "le Four à chaux" (voir la localisation sur la carte reproduite à la fin du dossier.)

"A tous les amis de Paul !"

Fragé s'envole régulièrement vers Londres pour recueillir les dernières directives du colonel Buckmaster. Pendant ses absences prolongées (son dernier voyage date du 19 novembre 1943 au 15 février 1944), les activités du réseau semblent en sommeil. Le message "*A tous les amis de Paul*", diffusé sur les ondes de B.B.C. en février 1944 réveille toutes les ardeurs des résistants locaux. *Paul*, devenu officier britannique, doit appliquer une mission très importante : informé du futur débarquement fixé au 6 juin 1944, il est chargé d'organiser des actions armées contre l'ennemi afin de créer le désordre à l'arrière. Il possède également les codes des messages prévus pour ce débarquement. En contrepartie, Frager a accepté d'abandonner la direction de toutes les antennes du réseau pour ne garder que celle de l'Yonne. **Fragé choisit donc d'implanter son P.C. dans l'Aillantais, une région proche de Paris, et surtout dans un lieu où le réseau s'est solidement implanté.**

L'arrivée du "patron" !

C'est par le radio Noël (9° radio britannique parachuté dans la région), que Jean Guyet apprend la venue imminente du "patron" alias Frager, le **23 mai 1944**. Henri Frager est hébergé chez les parents de Jean Guyet qui tenaient un magasin de quincaillerie situé à l'emplacement de l'actuelle maison de la presse d'Aillant sur Tholon. C'est la première fois que le jeune résistant aillantais voit le grand responsable. Il est bien évidemment intimidé : "*C'était un monsieur que l'on respectait. Au premier aspect, on voyait que c'était quelqu'un ! Des idées arrêtées, quelqu'un de décidé.*" Jean Guyet poursuit avec cette confiance étonnante : "*Il voulait créer un corps franc de combat menant des actions contre l'ennemi. Une fois terminé, ne pas former un groupe de régiments pour partir en Allemagne mais être parachuté derrière les lignes allemandes pour continuer le sabotage.*"

L'arrivée du commandant Paul va avoir des effets immédiats sur l'organisation du réseau, avec dans un premier temps, l'installation du P.C.

L'installation du P.C. fin mai 1944

Dans un premier temps, Frager installe le P.C. au lieu dit "**Les Chailloux**", près de Sommeceaise, le **29 mai 1944**. Mais rapidement, les effectifs se multipliant, il décide, sous les conseils avisés de Louis Beaufile (il tient la boîte aux lettres du P.C. au hameau des "Bouviers" à Sommeceaise), de transférer le P.C. dans une petite ferme, portant le nom de "**La Petite-Ermite**", située dans les bois des environs de Perreux (voir carte). Le transfert a lieu dans la nuit du **7/8 juin 1944**. La défense du P.C. est assurée par le maquis de "**l'Etang-Neuf**" commandé par Jean Leveau puis par André Soustre. A la mi-juillet le maquis, installé dans un triangle Sommeceaise-Perreux-Grandchamps, compte jusqu'à 150 hommes. Au total, le P.C. rassemble en permanence 20 personnes dont 3 résistants échappés du Plateau des Glières. Le P.C. est renforcé par un officier de liaison anglais, le capitaine Thomson, arrivé le 8 juin. Evadé d'Allemagne, il avait commandé auparavant une unité blindée de la 7° armée du général Montgomery. Il apporte toute sa compétence de spécialiste d'explosifs et de la lutte armée. Une anglaise membre des *F.A.N.Y. (First Aid Nursing Yeomanry)*, un service auxiliaire féminin qui fournit de l'aide aux services armés, Margaret Knight pseudo *Nicole*, assure la fonction d'agent de liaison ainsi que le service du chiffre avec le radio Noël. Le poste radio émetteur-récepteur du P.C. émet sept à huit fois par vingt quatre heures. A chaque émission, les messages envoyés et reçus durent quelquefois plus d'une heure. Les risques d'être détectés par la radiogoniométrie allemande sont donc bien réels.

L'exécution d'Alain

Quelques jours après l'installation du P.C. au lieu dit "Les Chailloux", le *commandant Paul* convoque Alain De la Roussilhe, responsable du réseau pour l'Yonne. Il lui est reproché de ne pas avoir constitué suffisamment de groupes armés alors qu'il disposait de tous les moyens en armes et en argent pour le faire. Jean Guyet se souvient : "*Paul avait donné mission à Alain de former des maquis, il ne l'a pas fait (...) Frager lui a ordonné de quitter le département mais ce dernier a refusé.*" *Paul* réunit un conseil de guerre et *Alain* passe en jugement. Quelles sont les motivations qui poussent Frager à prononcer l'exécution du résistant aillantais ? A-t-il été influencé par son second, Bardet ? Arrêté le 15 avril 1943 par Bleicher, ce dernier avait accepté d'être un agent double sous le pseudo *Dick*, matricule n° 8010, jusqu'en mai 1944. A l'approche de la Libération, Bardet a-t-il cherché à éliminer un témoin gênant susceptible de divulguer ses agissements ? Bardet s'empresse d'exécuter *Alain*, le 3 juin 1944 dans les environs de Saint-Aubin-Chateauneuf. Juste avant, le capitaine anglais, Armand Lansdell, alias *Oscar*, adjoint et ami d'*Alain*, était lui aussi abattu dans la ferme appartenant à M. Carré, agriculteur dans cette même localité.

Cependant, même si le motif avancé au moment des faits pour justifier l'exécution d'*Alain*, à savoir la trahison a été réfuté en avril 1947 (complément d'information

d'une enquête menée par le Tribunal Militaire de Dijon), des d'interrogations subsistent encore aujourd'hui sur l'étrange personnalité d'Alain : "Comment De la Roussilhe pouvait-il impunément circuler de jour et de nuit dans une voiture à l'intérieur de laquelle, ostensiblement, des armes étaient laissées en évidence? Cette auto, avec son contenu compromettant, stationnait parfois des heures entières, à la vue de tout le monde, devant un café du centre d'Aillant sur Tholon où Alain et ses subordonnés dilapidaient en beuveries des sommes folles." s'interroge toujours Robert Loffroy, un des responsables départementaux F.T.P pour l'Yonne.

Au lendemain de cette exécution, Jean Guyet est désigné comme responsable chargé d'organiser des maquis pour passer à l'action.

Avec le débarquement, intensifier les activités du réseau...

Lors de son court mais intense séjour dans le département, Frager multiplie les rencontres avec les responsables des groupes de résistance voisins par l'intermédiaire de Jean Guyet :

Le **30 mai 1944**, il rencontre le responsable du groupe Bayard (voir la biographie de Paul Herbin, dossier de notre bulletin n°3). Le **4 juin 1944** au cours d'une nouvelle réunion secrète, Frager laisse pressentir à Herbin que des opérations d'envergures sont très proches. Il lui renouvelle ses directives concernant les sabotages à intensifier sur les voies ferrées. Pour Frager, Laroche-Migennes, 3° noeud ferroviaire français, constitue un objectif prioritaire pour les bombardements alliés. Grâce à ses complicités au sein de l'administration ferroviaire, le groupement jovinien peut lui fournir et lui indiquer les coordonnées de l'étendue de dépôt ainsi que ses points sensibles (...)

Le groupe Chevreuil basé dans les bois de Charbuy commandé par le capitaine Jean Louis Antier est également rattaché au réseau S.O.E. Il dispose d'un poste émetteur au hameau de Ponceau chez Marius Berry. Un maquis va se former à proximité de la route de Perrigny au lieu dit "l'Etang Barrault".

... et constituer des maquis

Au lendemain du débarquement, le réseau Jean-Marie constitue des maquis qui s'appuient sur des petits groupes formés auparavant. Dépendant directement de l'état-major des forces alliées, en liaison avec lui, ces maquis disposent de gros moyens en argent, en armes et en munitions. Un important terrain d'atterrissage et de parachutage est aménagé au lieu dit "les Miniers". Il se situe sur un plateau entre les bois de Cudot et de Villefranche-Saint-Phal. Le corps franc des frères Caselli intégré au groupe Bayard assure la sécurité et la responsabilité des 8 parachutages réceptionnés entre début Août et octobre 1944. Les maquis du réseau Jean-Marie viennent sur ce terrain se fournir en armes. Ces maquis sont les suivants :

Le maquis de Cudot (Saint-Julien du Sault) :

Des réfractaires du S.T.O., 20 jeunes dont 5 antifascistes espagnols rejoignent le réseau Jean-Marie. Ce groupe de résistants se constitue en 1944 en maquis sous l'impulsion de Jean Munier pseudo Nimbus, garagiste à Villevalier et de Robert Musin pseudo Cyrano.

- Le maquis Machefer : Il trouve son origine dans un groupe de résistants formé par des jeunes gens de Courtenay, dont Bernard Avignon, en juin 1943. le groupe s'installe après le débarquement à la ferme de Machefer, située au milieu des bois de la commune de Saint-Loup-d'Ordon, très près de Cudot et à proximité du maquis de Villefranche-Saint-Phal. Des actions furent d'ailleurs menées avec ces deux maquis. Dans le Nord du département, deux maquis créés par le réseau Jean-Marie bénéficient de nombreux parachutages. Il s'agit :
- Du maquis Kléber : C'est chez Georges Manoury du réseau Jean-Marie, qu'est décidée la constitution de ce maquis sénonais basé à Villebougis dirigé par Moïse Flottet. Le 26 juillet 1944 le maquis, fort d'une trentaine d'hommes, reçoit un important parachutage.
- Du maquis de Courlon installé entre Courlon et Serbonnes et commandé par le capitaine Henri Ballot, futur commandant de la Place de Montereau. Ces maquisards réceptionnent trois parachutages datés du 4 juillet, du 22 et 24 août 1944.

L'attaque par les nazis provoque le démantèlement du P.C.

Le **25 juin 1944** dès 4 h du matin, des soldats allemands (500 hommes) attaquent le PC à la "Petite-Ermite". Alerté, le commandant Paul fait évacuer le P.C. avant l'assaut final. Jean Guyet se souvient : "L'ordre a été donné par Frager de ne pas tirer contre l'armée allemande, mais de se replier. Nous n'étions pas préparés pour mener une guerre armée contre des soldats entraînés. Nous étions faits pour saboter et ensuite nous éparpiller par petit groupe." Après cette attaque, la plupart des membres de l'état major du P.C. se retrouve au lieu dit "La Petite Vacherie". Frager ordonne à certains (Bardet, Pailleret, Thomson) de regagner Paris. Les autres se dispersent dans la campagne aillantaise. Le même jour, lors de leur retour sur Auxerre, les nazis rendus nerveux par l'échec de leur attaque (aucun résistant arrêté) exécutent trois jeunes au carrefour de Bleury. Une plaque est apposée sur la façade du café où la tragédie a eu lieu.

L'arrestation de Frager

Frager regagne la capitale le **2 juillet 1944**. A peine descendu du train, il est arrêté par Bleicher accompagné de 3 policiers de la Gestapo. Frager est ensuite déporté le 17 août 1944 à Buchenwald. Ses hautes responsabilités de chef important (qualifié par les nazis de D.I.K.A.L : Darf In Anderes Lager) lui doivent d'être affecté dans un block d'isolement (n°17). Il est maintenu au camp, à la disposition de la Gestapo. Georges Semprun, déporté à la suite de son arrestation à Epizy en novembre 1943, travaille alors à l'Arbeitsstatisstik.

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR L'OCCUPATION ET LA RESISTANCE DANS L'YONNE

DEMANDE D'ADHESION

DATE

Je soussigné, nom

Prénom

Signature

Demeurant à

Sollicite mon admission à l'A.R.O.R.Y. en qualité de membre actif et m'engage à respecter ses statuts

A Envoyer accompagné de la cotisation annuelle de 60 F (chèque bancaire ou postal). A l'ordre de ARORY à l'adresse suivante : A.R.O.R.Y. 6, rue Goulmet. 89270 BESSY-SUR-CURE



Chargé d'établir la liste des nouveaux arrivants, Il reconnaît le nom de son chef. Dans son livre "Quel beau dimanche", l'écrivain espagnol décrit avec beaucoup d'émotion les derniers mois d'Henri Frager. Ce dernier est fusillé par la Gestapo à Buchenwald le 5 octobre 1944.

La formation du 1^o Régiment des Volontaires de l'Yonne

Roger Bardet, secondé par Jacques Adam, prend le commandement du réseau en juillet 1944. Il délègue ses pouvoirs à Jean Guyet et Guy Héricault qui donnent leurs instructions en signant, *Jeanguy*. Mais Bardet est arrêté en octobre 1944 avec son complice Raoul Kieffer, pseudo *Kiki*. Emprisonné pendant 5 ans à Fresnes, il est jugé puis condamné le 16 décembre 1949 par la Cour de Justice de la Seine, à la peine capitale (il a bénéficié de la grâce présidentielle en 1959).

Sa trahison constitue une douloureuse surprise pour tous ses compagnons de résistance. Car dans l'Yonne, Bardet s'est efforcé de donner l'image d'un résistant exemplaire. Il a entre autre, présidé à la naissance du 3^o bataillon du 1^o Régiment des Volontaires de l'Yonne formé le 26 octobre 1944.

Le 7 novembre 1944, sous la conduite du commandant Jacques Adam, le 1^o R.V.Y. quitte Joigny en direction des Vosges et de l'Alsace. Affecté à la 2^{ème} Division d'infanterie marocaine de la 1^{ère} Armée française, le 1^{er} R.V.Y. participe aux combats de Belfort fin novembre. Au début de 1945, le 1^{er} R.V.Y. est dissous (comme toutes les unités constituées de maquisards F.F.I.) et intégré dans le 35^{ème} Régiment d'infanterie avec qui il franchit le Rhin le 18 avril 1945.

Thierry ROBLIN

Sources :

Archives nationales :

- 72AJ/7 : Audition Bleicher, 17 et 19 octobre 1945.
- 72 AJ/6 : Déposition Bardet.
- 72 AJ/40 : Liquidation du réseau en 1945.

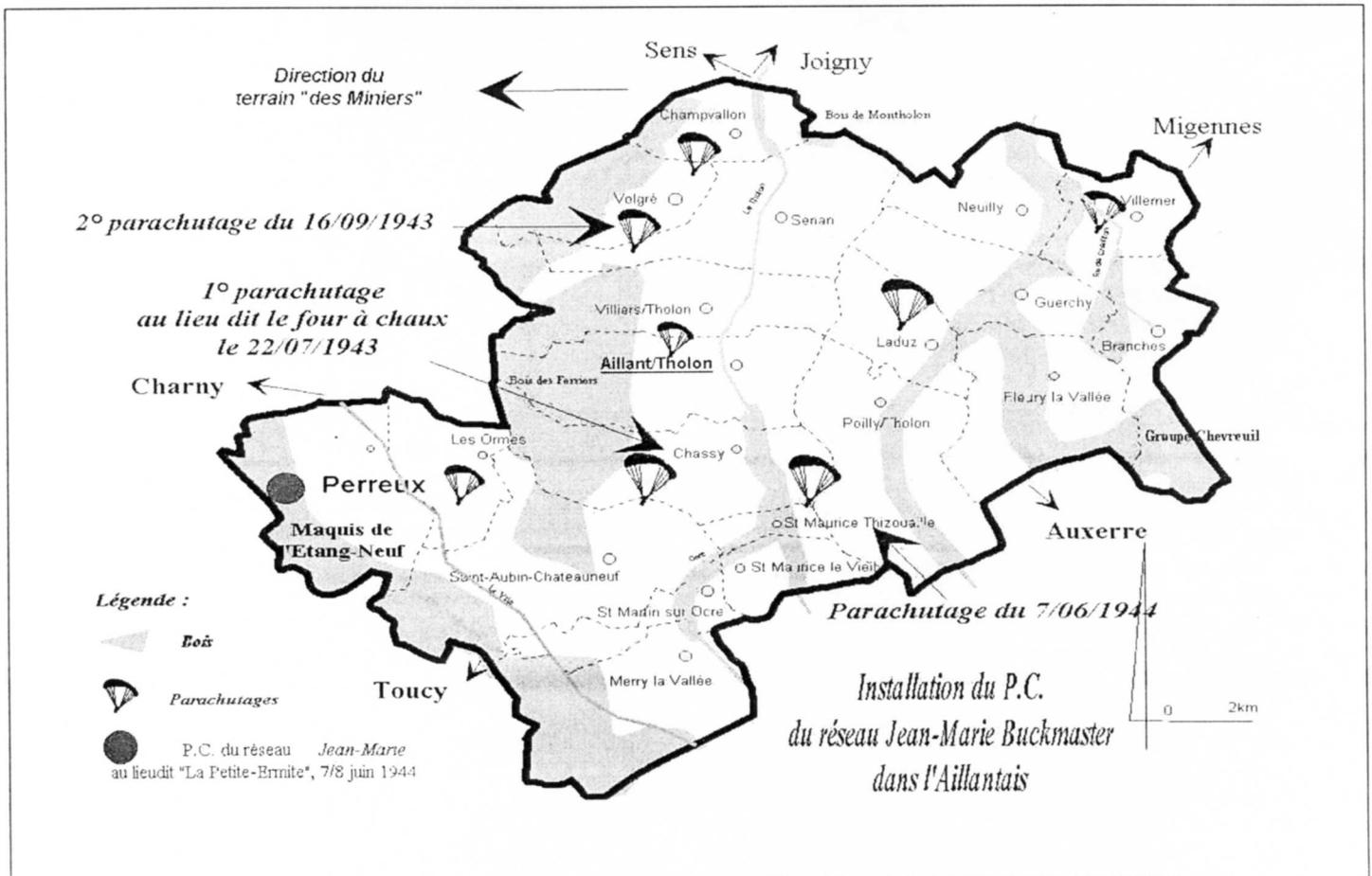
- Bulletins de l'Amicale du réseau Jean-Marie, février 1945 et juin 1946.
- L'Yonne Républicaine du 04/04/1949.

Entretiens de l'auteur avec :

Jean Guyet (juillet 99), Robert Loffroy (novembre 99).

Bibliographie :

- NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France*, tome 1 et 2, Robert Laffont.
- BAILLY Robert, *Si la Résistance m'était contée*, ANACR-Yonne.
- BOURSIER J-Y, *La Résistance dans le Jovinien et le groupe Bayard*, 1993.
- COLSON Roger, *"Le réseau Jean-Marie au combat"*, éditions france-empire, 1982.
- BENOUVILLE (Guillain de), *Le sacrifice du matin*, Robert Laffont, 1945.
- SEMPRUN J, *Quel beau dimanche*, Grasset, 1950.



BULLETIN D'ABONNEMENT - Abonnement d'un an (année 2000) 2 numéros 40 F

Nom Adresse

A envoyer accompagné du règlement (chèque bancaire ou postal) à l'ordre de ARORY à l'adresse suivante :

A.R.O.R.Y. 6 rue, Goulmet. 89270 BESSY-SUR-CURE.

Vous pouvez également commander par e-mail : arory.doc@wanadoo.fr



LA LIBERATION D'AVALLON

Le 18 août 1944, à la veille de sa libération, Avallon était occupée par «une cinquantaine de Feldgendarmes auxquels s'étaient joints quelques deux cents russo-allemands.» (1)

La ville se situe sur les grands itinéraires de repli des troupes allemandes et constitue un carrefour important. Avallon est le siège d'une Kommandantur locale mais aussi d'une Kreis Kommandantur qui couvre le Nord Morvan et la Terre Plaine. Après le débarquement de Normandie, les maquis locaux voient affluer les volontaires. Les Allemands réagissent vigoureusement.

Entre le 24 Juillet et le 10 Août 1944, quatre audacieux «convois clandestins» ont permis de regrouper les principaux maquis Libé-Nord de la région Auxerre-Tonnerre-Avallon, dans les forêts du Nord Morvan autour de Quarré-les-Tombes.

Près de 1800 hommes sont ainsi rassemblés aux Iles Ménéfrier, sous les ordres du commandant Verneuil, âgés d'à peine vingt ans, et sont prêts à marcher «au clairon» sur la sous-préfecture.

Ces maquis harcèlent l'occupant, non sans risques : capture et exécution du capitaine Laureillard, adjoint du commandant Verneuil, près de Chablis, le 1er août 44. Sur la RN6, au sud d'Avallon, des embuscades se succèdent du 1^o au 10 août à Cussy-les-Forges, Rouvray... Le 14 août, la 2ème Compagnie de choc du régiment Verneuil, renforcée d'une section de grenadiers anti-chars intercepte un convoi de voitures légères à Sainte-Magnance. Quatorze allemands trouvent la mort (2).

Veillée d'armes ?

La libération de la ville semble proche. A la date du 15 août, «l'effectif armé disponible (...)» s'élevait à 500 hommes, soit trois compagnies de choc ou de marche, la 1ère Cie (Maquis Aillot, Cormeau et Horteur), la 3ème Cie et la 6ème Cie (Maquis Garnier) composée «d'Avallonnais» du régiment Verneuil. L'historial note que «l'évacuation d'Avallon semble être la conséquence de la forte pression des maquis.» (2) La pression s'est accentuée depuis le 10 août, quand la 1^o Cie «avait lancé des raids en pleine ville contre l'occupant.» (2) Il s'était agi de «deux attentats à l'explosif ayant atteint le garage Ford route de Paris puis deux autocars servant au transport des allemands stationnés face à l'église Saint-Lazare.» (1) Les membres du comité local clandestin de Résistance, Henri Crette, Raoul Château, redoutent que la prise de la ville ne s'accompagne de lourdes pertes civiles. Le 18 août, un membre du comité local, Etienne Houroux, contacte de sa propre initiative le commandant allemand pour tenter de négocier la reddition des troupes allemandes. Y a-t-il eu des suites ? L'initiative d'Etienne Houroux fut fraîchement accueillie, de son aveu même (1), par le commandant Verneuil et les maquisards... frustrés d'une éclatante victoire. Etienne Houroux est resté persuadé, comme beaucoup, d'avoir été le sauveur d'Avallon.

Liberté, liberté chérie...

Le 19 août, à 8 heures la 6ème Cie avallonnaise emmenée par André Daprey, pseudo Capitaine Nobel et Robert Montchanin, Lieutenant Bonnefoy, entre dans la cité avec la 1^o Cie pour un grand défilé de la Victoire (voir photo de fin d'article). Le commandant Verneuil a confié le commandement militaire de la place à André Daprey qui vient de s'évader de la prison d'Auxerre. Dans leur ouvrage, MM Canaud et Bazin attribuent cette fonction à Robert Montchanin. M. André Daprey a retracé pour nous cette journée particulière : «Nous savions par nos informateurs que les Allemands s'étaient retirés dans la nuit. Je suis entré le premier dans la ville avec ma traction avant (...) Nous sommes entrés en ville à 8 heures du matin. Des commandos avaient été répartis dans la ville pour neutraliser rapidement les collaborateurs dont nous avons bien entendu la liste. Personnellement, je m'étais réservé l'arrestation de Briand-Destresse, le chef de la Milice que je voulais absolument avoir vivant. Malheureusement, lorsque je suis arrivé à son domicile, il venait d'exécuter son fils qui gisait dans une mare de sang et lui-même s'était tiré une balle dans la tête et râlait encore (...)» (3) M. Daprey ne peut cependant pas éviter tout débordement : «Tout devait se dérouler normalement, hormis l'exécution du plus gros trafiquant de la ville, un marchand de bestiaux nommé Colonello. Il fut abattu par un jeune garçon qui voulait venger son père arrêté par la Gestapo. Il y eut tout de même également quelques «femmes à boches» qui furent tondues (voir photo ci-dessous), mais il fallait bien que les hommes se défoulent.» (3) Ce 19 août, pourtant, il n'y a pas que des «tondeurs».



Dès l'aube quatre maquisards sont en position sur la RN 6, à la sortie Sud d'Avallon. Parmi eux, Robert Masson de Vassy (futur maire de ce village) ainsi que Georges Bellanger voient arriver alors, sur la route de Dijon, une ambulance militaire allemande «égérée». L'ambulance s'arrête à cent mètres du barrage. Un homme armé descend... Georges Bellanger s'apprête à le faire prisonnier, mais l'Allemand tire le premier et abat le maquisard sur place d'une balle au foie. D'après le témoignage bref mais émouvant de Robert Masson (5), les six ou sept occupants de l'ambulance, réfugiés dans les dépendances d'une maison voisine furent débusqués et exterminés par les maquisards.

Les derniers souffles du Dragon

Avallon restait cependant sous la menace d'un retour offensif des Allemands. Rien n'était joué : «*Les promesses de parachutage supplémentaire (...) ne purent être tenues à temps. Dans ces conditions, il semblait risqué de tenir Avallon et, devant les instances des représentants de la population de la ville, le commandant Verneuil décida d'établir à quelques kilomètres de ses portes, des «bouchons défensifs», sans faire occuper la ville elle-même, afin d'éviter les représailles.»* (2) Il s'agissait peut-être également d'éviter les effets émollients d'une fraternisation excessive entre civils et F.F.I.

Le danger provient en effet de trois horizons différents : d'Auxerre ou de Dijon par la RN6 où l'on note alors une recrudescence des patrouilles allemandes. Il se manifeste aussi à l'Ouest, sur l'axe Avallon-Atlantique, en provenance de Clamecy ou de Corbigny.

La pression la plus forte était attendue sur les deux premiers axes (2). Pourtant, le 20 août 1944 il semble peu crédible que l'Etat-Major allemand tente de reconquérir Avallon par le Nord ou par l'Est. Les forces allemandes signalées à l'Est sont plus que probablement des unités de couverture assurant l'escorte éloignée du convoi emmenant le Maréchal Pétain à Sigmaringen et qui fait étape à Saulieu dans la nuit du 20 au 21 août. Il paraît par contre évident que des unités encore fortement constituées (dont des éléments de la tristement célèbre division SS Das Reich) ayant réussi à franchir le «fossé» de la Loire mettent toute leur énergie à gagner la Champagne et la Lorraine pour tenter d'échapper au col de la nasse tendue par les américains venant de Normandie et les FFL remontant de Provence. C'est ce dont finit par convenir l'Historial du régiment Verneuil.

Aussi, dès «*le 19 août au soir, des éléments de la 6ème Compagnie s'établissaient au tunnel de Saint-Moré, à Nailly et à Pontaubert. La 1ère Compagnie envoyait en poste avancé à l'Est, une section à Rouvray.»* (2)

Les combats pour la «défense d'Avallon» (6) durèrent du 19 Août (premier accrochage au tunnel de Saint-Moré) au 26 Août. La route Clamecy-Vézelay-Avallon se mue en piège mortel aux multiples mâchoires pour les soldats en retraite de la 1^o Armée allemande (Général Von Blaskowitz). Ceux-ci réagissent avec énergie voire férocité pour forcer le passage à tout prix.

Emile Mannecart, pseudo *Lieutenant Vandhuit*, vétéran des Brigades Internationales, commandant la 1ère section de la 1ère Compagnie (ex : *Maquis Aillot*) tombe sous les balles nazies à Sermizelles. Robert Montchanin est sérieusement blessé à Saint-Moré (...) Le 24 Août, la pression des Allemands sur Pontaubert est telle «*qu'Avallon est évacuée, conformément aux plans établis, pour éviter les représailles.»* (2)

L'ennemi harcelé massacre les gendarmes de la brigade d'Avallon récemment passés au maquis, mais ne traverse pas la ville et oblique vers le Nord sur la nationale 444 en direction de Nîtry, Chablis et Tonnerre, ce qui était l'itinéraire logique de troupes retraitant vers l'Allemagne.

Avallon ne sera plus vraiment inquiétée et peut, dès lors, fêter sa liberté retrouvée. Depuis lors tous les ans, le 19 Août la ville organise des festivités «commémoratives» dont la plupart ignorent aujourd'hui le sens et l'origine. Peut-être y a-t-il, parmi ceux qui applaudissent le somptueux feu d'artifice traditionnel, un homme qui, comme Pierre Couvin, voit autre chose que des fusées multicolores ? Peut-être revit-il cette belle et terrible journée d'Août 1944 où, dans le vacarme des rafales et les cris des mourants il regardait monter «*à plus de deux cent mètres*» dans le ciel de Pontaubert les bouteilles d'acétylène embrasées vomies par la carcasse calcinée d'un camion-atelier de la S.S. Das Reich ?

Michel BAUDOT

Sources :

1. Mémoire manuscrit (1951) d' Etienne Houroux.
2. Récit de 21 pages dactylographiées (sans auteur identifié) et intitulé *Contribution à l'histoire de la Libération de l'Yonne : La demi-brigade Verneuil.*
3. Entretien oral avec A.Daprey (Novembre1999).
4. MM Canaud et Bazin, *La Bourgogne dans la seconde Guerre mondiale.*
5. Témoignage de Robert Masson (décédé depuis) et de Pierre Couvin, 1992. Enregistrement audiovisuel effectué par des élèves du collège des Chaumes d'Avallon sous la direction de Jean-Claude Pers.
6. Le récit détaillé de ces sanglants affrontements fera l'objet d'une publication ultérieure.

Illustrations :

Photos de Pierre Buret (collection Daprey).

